



**mouvement
écologique**

Projet de budget 2027 : aucune perspective en matière de développement durable...

Une première réaction à la présentation du projet de budget de l'État pour 2027 sous l'angle du développement durable ne peut – sur la base du discours du ministre des Finances – qu'être la suivante : un mépris flagrant des défis majeurs de l'avenir, sans aucune perspective pour les problèmes urgents de notre époque !

Les rares remarques concernant les questions environnementales mettent surtout l'accent sur les programmes d'aide financière positifs qui existent déjà, par exemple le « Klimabonus Wunnen » et le « Klimabonus Mobilität », ainsi que sur l'annonce renouvelée du « Leasing Social » pour les voitures électriques.

On regrette toutefois totalement l'absence de déclarations stratégiques, véritablement nouvelles et tournées vers l'avenir, dans le domaine du développement durable.

Les crises climatiques et de biodiversité, qui continuent de s'aggraver de manière extrême, ne constituent pas un véritable sujet : elles ont tendance à être traitées à l'aide de lieux communs et de formules toutes faites :

- Dès le début du discours, l'accent est mis sur la question de la croissance. Le discours du ministre des Finances ne précise pas sur quels domaines le développement futur devrait se concentrer. Les problèmes liés à la croissance (surcharge des infrastructures, embouteillages, étalement urbain, problèmes d'approvisionnement, consommation des ressources,...) ne sont pas abordés, pas plus que la question de savoir comment concilier croissance et développement durable. Il s'agit là du **discours habituel sur la croissance**, que même les économistes traditionnels considèrent de plus en plus comme dépassé.

Remarque :

* À l'échelle de l'UE, les pertes économiques liées à la vague de chaleur et à la sécheresse de cet été sont estimées à 1 % du produit national brut. Pas un mot sur la manière dont le Luxembourg compte y faire face.

* Selon la Commission européenne, les dommages économiques causés par les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes au Luxembourg entre 1980 et 2024 s'élèveraient à 1 500 milliards d'euros. La nécessité d'agir en conséquence n'est pas abordée. Depuis des années, les rapporteurs du budget proposent d'introduire l'instrument du « **Green Budgeting** ». Il s'agit d'un état des lieux critique des dépenses publiques qui, financées par

l'argent des contribuables, alimentent la crise climatique et celle de la biodiversité au lieu de les combattre (et qui devraient donc faire l'objet d'économies en conséquence). Dans un pays comme la Suisse, on estime que les mauvais investissements se chiffrent en milliards. C'est pourquoi le rapporteur 2026 avait également intégré cet outil dans ses 16 recommandations pour le prochain budget de l'État (en tant que recommandation n° 4). On ne perçoit toutefois aucune influence de ces réflexions sur le projet de budget 2027, du moins dans le discours du ministre des Finances.

Aborder de tels aspects et ces questions fondamentales aurait été une démarche tournée vers l'avenir.

- Le **PIBien-être** a été introduit dans le budget 2026. Dès 2026, les cinq paramètres retenus pour calculer cet indicateur, censé refléter la qualité de vie dans notre pays, étaient déjà très controversés. Ils ont toutefois été largement conservés dans le projet de budget 2027. Dans le domaine de l'environnement, seule la pollution aux particules fines a été choisie comme indicateur. Qui a eu cette idée, alors que les crises climatiques et de la biodiversité dominent l'actualité ? À cela s'ajoute le fait qu'il n'y a absolument aucune transparence sur la manière dont les dépenses mentionnées sont calculées. On ignore par exemple comment se compose le budget de 310 millions alloué à l'un des six paramètres, à *savoir la « confiance dans les institutions »*. D'ailleurs : l'optimisation du PIBien-être figurait également parmi les recommandations du rapporteur budgétaire 2026 (numéro 3), ce qui semble n'avoir eu aucun effet.
- **La prévention, c'est-à-dire la mise en œuvre dès aujourd'hui des mesures nécessaires pour éviter de devoir payer plusieurs fois plus dans 10 à 15 ans**, ne semble pas être à l'ordre du jour : alors que des sources polluées, qui auraient pu potentiellement assurer l'approvisionnement de dizaines de milliers de personnes, sont tombées en panne en raison de pollutions qui auraient pu être évitées, le projet de budget ne mentionne que l'extension des stations d'épuration. La prévention ne semble tout simplement pas être une priorité pour le gouvernement...
- Des aspects centraux tels que : la mise en œuvre du plan climatique et social ; la gestion de la taxe sur le CO₂ et bien d'autres encore sont également laissés de côté.

Un discours sur le projet de budget ne peut pas aborder tous les domaines. Mais il est tout de même plus que décevant de constater à quel point les questions d'avenir réellement pertinentes sont négligées et à quel point le débat sur l'élaboration du budget est enlisée dans des schémas dépassés. On se demande de plus en plus dans quelle direction ce gouvernement entend entraîner la population.

Mouvement Ecologique

7 octobre 2026